

La « crise » de recrutement des enseignants : une mise en perspective

Pierre PERIER

Depuis plusieurs années, la notion de « crise » est régulièrement associée aux difficultés de recrutement des enseignants, dans le premier comme dans le second degré. La politique de (re)création de près de 54000 postes sur cinq ans décidée en 2012 a donné une actualité nouvelle à cet enjeu, tant les besoins ont été importants et inégalement comblés. Pour autant, l'analyse des tensions entre les postes à pourvoir et le nombre de candidats conduit à un tableau plus nuancé que l'idée globalisante souvent donnée à propos d'une « crise » de recrutement, qui rentre elle-même en résonance avec une supposée « crise des vocations » ou de l'identité des enseignants (Périer, 2004 ; 2013). Sans minimiser l'ampleur des questions et changements qui traversent et travaillent les métiers de l'éducation en France et ailleurs (Commission Européenne, 2013), le regard porté sur les difficultés de recrutement nécessite d'une part, de contextualiser les modes d'accès à la fonction et, d'autre part, de différencier les éléments constitutifs d'un enjeu à plusieurs dimensions. Se pose, en effet, au-delà d'une préoccupation à la fois quantitative de taux de couverture et « qualitative » de ratios de candidats par poste, la question des représentations du métier, de ses conditions d'exercice et de son statut dans la société. Quels sont donc les éléments qui donnent sens au choix ou au contraire à l'évitement des métiers de l'enseignement ?

Une perte d'attractivité contrastée

La dernière livraison des données de recrutement (2018) telle que diffusée dans les médias insiste sur la persistance de la « crise » de recrutement des enseignants. Les académies de Créteil et Versailles sont citées en exemple pour les professeurs des écoles avec des taux d'admission particulièrement élevés (respectivement, 65 % et 70 %) mais qui néanmoins ne suffisent pas à couvrir tous les besoins (361 postes et 338 ne sont pas pourvus). Dans le secondaire, des difficultés du même ordre persistent dans les disciplines de lettres classiques, d'allemand et, dans une moindre mesure, de mathématiques. Aussi préoccupants soient-ils, ces constats confirment le caractère sectoriel et paradoxal de difficultés qui, en réalité, ne sont pas nouvelles. On peut rappeler, en effet, que le nombre de candidats présents pour un poste en 1993 était de 2.6, identique à celui observé en 2015 ou 2016 mais deux fois inférieur à celui du début des années 2000. La comparaison vaut également pour le secondaire avec 2.7 candidats pour un poste en 1993 ou encore 3.7 en 1994 et 3.4 en 2015. Ajoutons que la part des enseignants non-titulaires dans le second degré public a déjà été à plusieurs reprises supérieure à ce qu'elle représente aujourd'hui (près de 8 % en 1993 contre moins de 6 % en 2015).

Surtout, le manque de candidats a un caractère académique dans le premier degré et disciplinaire dans le secondaire. Ainsi, par contraste avec les académies déficitaires, celles de Rennes, Nantes, Montpellier ou encore Toulouse ont des taux d'admission d'environ 16 % au concours externe de professeur des écoles. Dans le second degré, le nombre d'admis par concours externe en 2018 varie sensiblement selon les disciplines du Capes puisque le taux moyen de 29 % (3.2 candidats/poste) s'élève à près de 48 % en mathématiques (1.9 candidats/poste) et à 56 % en lettres modernes (1.8 candidats/poste) mais il chute à 19 % en histoire-géographie (5.3 candidats/poste), 12 % en sciences économiques et sociales (8.6 candidats/poste) et moins de 8 % en philosophie (13 candidats/poste). En outre, l'agrégation se maintient, toutes disciplines confondues, à un niveau de sélectivité élevé puisqu'elle ne compte que 15 % de lauréats du concours (6.2 candidats/poste), très proche du Capeps (éducation physique et sportive) ou du Capet pour l'enseignement technique.

Ces différents résultats invitent par conséquent à relativiser l'ampleur de la supposée désaffection pour le métier afin de mieux s'interroger sur les écarts qui se seraient ainsi aggravés au détriment de certains territoires dans le premier degré et de quelques disciplines ou concours dans le secondaire. En 2005, les académies de Versailles et de Créteil affichaient déjà des taux de recrutement plus élevés (respectivement 33 % et 39 % contre 22 % en moyenne), quand Montpellier, Rennes ou Toulouse présentaient des résultats comparables à la période actuelle (respectivement : 16 %, 15 % et 14 %). En d'autres termes, la situation se serait dégradée dans quelques académies en particulier, celles en outre où le nombre de postes à pourvoir est singulièrement plus élevé. Dans le secondaire, des disciplines comme les mathématiques et les lettres modernes obtenaient dès 2006 des taux de réussite au CAPES environ deux fois supérieurs à la moyenne. Leur progression a été plus rapide ces dernières années alors que le nombre de candidats par poste continuait de diminuer, là aussi à un rythme supérieur à la moyenne. Dans un contexte général de tensions dans le recrutement des enseignants du secondaire, l'état de « crise » ou de manque de candidats au niveau des attendus des jurys de concours ne s'appliquerait donc que de manière sectorielle.

S'orienter vers les métiers de l'enseignement... ou pas

Une enquête réalisée en 2015 auprès de 1103 étudiants de différentes filières de troisième année de licence (anglais, histoire, mathématiques, sciences de l'éducation, sciences de la vie et de la terre) a permis d'éclairer certains aspects de la problématique d'attractivité des métiers de l'enseignement, qui apparaît à la fois inégale et paradoxale (Périer, 2016). Il n'est pas sans intérêt en effet de souligner qu'au moment où les étudiants en formation initiale hésitent davantage à présenter le concours, d'autres catégories de candidats se montrent plus disposés à engager une « seconde carrière » dans l'enseignement du premier degré et, à un niveau moindre, dans le secondaire. La proportion d'actifs hors éducation nationale a ainsi progressé de façon continue (de 8.4 % en 2005 à 14.5 % en 2015) et elle représentait, avec les demandeurs d'emploi et autres personnels d'éducation ou d'enseignement non titulaires, 40 % des lauréats du concours de Professeur des écoles en 2015. Compte tenu d'un taux de réussite très sensiblement inférieur à celui des étudiants en ESPE, leur part croissante dans l'ensemble témoigne d'un engouement certain pour le métier. L'ouverture du recrutement se produit également dans le secondaire, notamment dans les disciplines de l'enseignement technique et professionnel (le seul exemple des PLP montre une progression de 19.5 % des lauréats en 2005 à près de 25 % en 2015).

Cette diversification sociale du vivier de recrutement montre que l'attractivité du métier peut s'exercer à d'autres moments dans la trajectoire individuelle ou professionnelle et qu'elle ne s'apprécie pas seulement au tournant des études supérieures. De ce point de vue, la perspective d'un pré-recrutement dès la licence ne doit pas éluder l'intérêt suscité pour les métiers de l'enseignement par ceux qui, plus âgés, effectuent un choix (sous la forme notamment d'une reconversion professionnelle) porté par des motivations personnelles et une logique de rationalisation qui ne peut être assimilée à une orientation par défaut.

Du côté des étudiants, deux logiques distinctes sont à l'oeuvre selon qu'il s'agit du premier ou du second degré. Les politiques visant à les rapprocher au travers du statut ou de la formation des enseignants ne sauraient masquer des disparités persistantes ou émergentes au sein du monde ou des « mondes enseignants » (Farges, 2017). Dans le cas d'une orientation vers le professorat des écoles, le choix du métier est précoce puisqu'une majorité des étudiants (56 %), plutôt des étudiantes, l'avait décidé bien avant les études supérieures, dont la moitié dès le niveau élémentaire. Cet enracinement biographique qui remonterait à l'enfance va de pair avec l'intérêt pour enseigner auprès de cette tranche d'âge et selon une polyvalence disciplinaire au service d'une éducation globale. Citons le témoignage de cette étudiante en Sciences de l'éducation : *« J'ai toujours voulu être enseignante dans le premier degré pour la pluralité des disciplines. De plus, j'aime l'idée de changer de niveau d'âge, de 2,5 ans à 10 ans. L'envie de donner une chance à tous et de transmettre des valeurs dès le plus jeune âge et leur donner de bonnes bases pour la suite de leur scolarité »*. Dans le cas du second degré, le choix qui intervient plutôt dans le cours des études supérieures reste dominé par l'intérêt disciplinaire, qui trouve son prolongement professionnel dans l'idée de transmettre ses connaissances auprès des jeunes générations. Une étudiante en SVT le résume clairement à sa manière : *« Je trouve cela plus intéressant d'apprendre une seule matière qui me passionne et de pouvoir la transmettre à des personnes déjà éduquées »*. Si l'on se réfère aux raisons principales invoquées depuis plusieurs générations par les uns et par les autres pour s'orienter vers l'enseignement, c'est l'idée de permanence qui domine tant dans le premier que dans le second degré (Maresca, 1995 ; Périer, 2003 ; Deauvieu, 2005). Le métier conserve aux yeux de ses prétendants une valeur « pour soi » distincte des éléments de perte de statut ou de dévalorisation de son image dans la société. Les fluctuations et à-coups dans les politiques de recrutement, particulièrement sensibles dans le cas français, conjugués à l'élasticité du marché de l'emploi, ne sont pas sans effets sur les choix d'orientation vers l'enseignement et la fonction publique en général. Cependant, ces facteurs suffisent de moins en moins à expliquer les raisons de l'évitement et plus largement, les incertitudes relatives au statut et au métier qui entourent la décision de devenir enseignant.

La montée des incertitudes

Il peut sembler prématuré à ce stade du cursus des étudiants enquêtés de déterminer précisément un projet professionnel mais l'enseignement a ceci de particulier qu'il recouvre des métiers observés et côtoyés tout au long d'une carrière d'élève. En ce sens, il fait l'objet d'une pré-connaissance dont on peut penser qu'elle contribue à forger les représentations, favorables ou défavorables. Pourtant, en s'exprimant sur l'attractivité et les difficultés des métiers de l'enseignement, les candidats et non-candidats ont formulé des réserves et des doutes qui témoignent d'une représentation relativement floue et incertaine de l'accès à la fonction comme de ses conditions d'exercice. Quelques résultats en témoignent. Ainsi, les chances de réussite

au concours sont-elles jugées aléatoires, surtout dans le groupe des étudiants qui se destinent au professorat des écoles (28 % citent ce critère en premier pour expliquer le manque d'attractivité contre 13.5 % dans le secondaire), alors même que les taux de lauréats y sont singulièrement plus élevés depuis quelques années. Ceux qui songent au second degré insistent de leur côté sur « le manque de choix concernant les premières affectations » (17 % le citent en premier choix juste après le niveau de salaire jugé insuffisant à 18 %). Les stratégies de choix des possibles candidats incorporent la contrainte d'un concours à réussir après quatre ou cinq années d'études puis celle d'une affectation qui demeure longtemps inconnue, même si les candidats au premier degré l'anticipent au niveau académique. Le « coût d'entrée » dans le métier peut donc sembler élevé (éloignement géographique, affectation imposée, charges de préparation des cours...), d'autant que les étudiants enquêtés redoutent les exigences particulières de l'enseignement dans les contextes d'exercice des débuts.

En effet, questionnés sur les difficultés projetées dans le métier, ils citent très majoritairement la gestion des comportements des élèves, les difficultés de les faire tous progresser et réussir et, plus spécifiquement pour le second degré, le manque d'intérêt des élèves. Tout se passe comme si les étudiants redoutaient par anticipation la confrontation au « métier réel » et, plus précisément, à un public d'élève jugé hétérogène et imprévisible. L'enjeu porte par conséquent sur les conditions de possibilité leur permettant d'exercer le métier « choisi » mais qu'ils ne découvriront qu'en situation, à travers la qualité des rapports pédagogiques à construire avec les élèves dans la classe. Cette zone d'incertitude qui entoure le métier ne fait probablement que s'étendre à l'idée d'un premier poste dans les académies déficitaires ou les quartiers prioritaires les moins attractifs.

Conjointement à cette perspective des débuts dans le métier tel qu'imaginé, s'ajoute l'incertitude de pouvoir « durer » dans la carrière. D'ailleurs, les enseignants français sont les plus enclins en Europe à déclarer envisager un autre métier à l'avenir (Commission européenne, 2013). Une partie de l'explication repose sans doute sur la montée des épreuves professionnelles et les formes multiples de souffrance éprouvées par les enseignants (Lantheaume, Helou, 2008). Une hypothèse complémentaire interroge, comme le suggèrent les candidats potentiels au métier, le manque de perspectives de développement professionnel ou d'alternatives à l'enseignement. L'enjeu de disposer d'opportunités à plus long terme contribue par anticipation à l'élaboration du projet de l'étudiant et joue un rôle d'autant plus déterminant que le métier d'enseignant apparaît aujourd'hui plus incertain. On peut penser, par exemple, que les choix d'académie pour le concours de professeur des écoles intègrent la contrainte d'une mobilité imposée, et conduisent à exclure celles où les candidats ne souhaitent pas *a priori* exercer longuement (quand bien même leurs chances d'y réussir seraient meilleures)

Conclusion

Moins qu'une désaffection qui concernerait la profession dans son ensemble, les métiers de l'enseignement continuent d'attirer mais sous certaines conditions. Celles-ci portent, on le sait, sur le statut et notamment sur le niveau de salaire qui représente un déterminant majeur d'une reconnaissance jugée insuffisante au regard des exigences de la fonction. Elles visent également l'affectation dans la phase des débuts, c'est-à-dire dans les contextes d'exercice et au contact de publics réputés « difficiles », dans des académies non choisies Une telle

perspective alimente le doute et un sentiment d'incertitude sur les « bonnes raisons » de s'engager dans le métier.

Car l'enquête auprès des étudiants plutôt disposés à intégrer l'enseignement montre parallèlement une relative permanence du sens et de la valeur qui lui sont donnés, conjuguée à un manque d'assurance quant aux conditions de possibilité pour l'exercer. La « crise de recrutement » qui se traduit par des déficits de candidats sur une partie des postes de l'enseignement pourrait donc masquer une tension en forme de dilemme d'orientation. Il met en rapport d'un côté, un intérêt personnel manifeste pour les fondements et contenus du métier et, de l'autre, des appréhensions et plus encore une incertitude sur ce que recouvre le « devenir enseignant », que ce soit en termes d'accès, de conditions d'exercice ou de carrière.

Pierre PERIER

Professeur en Sciences de l'éducation - Université Rennes 2

Chercheur au Centre de recherche sur l'Education, les apprentissages et la didactique (CREAD)

Bibliographie

Commission Européenne, *Study on policy measures to improve the attractiveness of the teaching profession in Europe*, OCDE, 2013.

Deauvieu J., « Le monde enseignant », in J.-P. Terrail. (dir.), *L'école en France. Crise, pratiques, perspectives*, Paris, La Dispute, 2005, p. 41-71

Farges G., *Les mondes enseignants*, Paris, PUF, 2017

Lantheaume F., Helou A., *La souffrance des enseignants*, Paris, PUF, 2008.

Maresca B., « Enseigner dans les écoles. Enquête sur le métier d'enseignant », *Les dossiers d'éducation et formation*, n°51, 1995.

Périer P., « Le métier d'enseignant dans les collèges et lycées au début des années 2000 », *Les Dossiers*, MEN-DPD, n°145, 2003

Périer P., « Une crise des vocations ? Accès au métier et socialisation professionnelle des enseignants du secondaire », *Revue française de pédagogie*, n°147, 2004, p. 79-90.

Périer P., « Crise et/ou recomposition identitaire des professeurs débutant du secondaire ? » *Recherche et formation*, n° 74, 2013, p. 17-28

Périer P., *Professeurs débutants. Les épreuves de l'enseignement*, Paris, PUF, 2014

- *Attractivité du métier d'enseignant. Etat des lieux et perspectives*, Rapport scientifique, CNET, Sept. 2016